

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

31 janvier 2012

Quand Sarkozy parle de l'Allemagne, c'est pour s'inspirer de ses échecs et ignorer ses succès

Lors de son intervention télévisée sur huit chaînes de télévision le 29 janvier, le président sortant a multiplié les références à l'Allemagne de façon caricaturale et unilatérale. Car il n'y a pas un « modèle allemand », mais deux : celui qui crée de l'austérité et de la pauvreté, dont Sarkozy s'inspire, et celui qui crée de la croissance et de la force industrielle, qu'il passe systématiquement sous silence...

1/ L'aveu du candidat sortant : depuis qu'il est au pouvoir, la France décroche face à l'Allemagne

- **Compétitivité** : la France affiche un déficit commercial supérieur à 75 Mds€ quand l'Allemagne enregistre un excédent de 160 Mds€. En 2002, la gauche avait laissé une balance commerciale positive (+2,6 %).
- **Croissance** : en 2011, la croissance en Allemagne a atteint 2,9 %, contre 1,6 % en France. Pour 2012, le Gouvernement Sarkozy-Fillon ne table plus que sur 0,5 % de croissance. De 1998 à 2002, la croissance avait été plus forte d'environ un demi-point en France que dans la zone euro et qu'outre-Rhin.
- **Chômage** : il atteint près de 10% de la population active en France en 2011 contre un peu plus de 6 % chez nos voisins. Sous la présidence Sarkozy, la France a compté un million de demandeurs de plus ; entre 1997 et 2002, un million d'emplois avaient été créés.
- **Désindustrialisation** : la part de l'industrie dans la valeur ajoutée a régulièrement décliné en France depuis dix ans pour s'établir au niveau historiquement bas de 16 % (contre 22,3% en 2002). L'Allemagne a maintenu une activité industrielle représentant 28 % de la valeur ajoutée.

Depuis 1958, tous les dirigeants français et allemands ont veillé à maintenir une relation de confiance et surtout d'égalité entre nos deux pays. Dix ans de droite et cinq ans de sarkozysme ont fait passer tous les signaux économiques de notre pays dans le rouge. Résultat : nous décrochons dans la mondialisation alors que l'Allemagne donne le ton en Europe.

2) En s'inspirant uniquement des régressions libérales opérées outre-Rhin, le président sortant se trompe de modèle allemand

La lecture unilatérale et idéologique que l'UMP et son chef portent sur l'Allemagne les conduisent à commettre trois erreurs majeures.

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

Erreur n°1 : le différentiel de compétitivité défavorable à l'industrie française ne vient pas d'un coût du travail plus élevé, mais d'une qualité de production plus faible et de choix différents pendant la crise.

Quand il explique que les ouvriers allemands coûtent moins chers et travaillent plus que leurs homologues français, M. Sarkozy ne dit pas la vérité :

- selon l'Insee, le coût horaire du travail en 2008 dans l'industrie manufacturière – la plus exposée à la concurrence internationale – était de 33,16 euros en France contre 33,37 euros outre-Rhin, l'avantage de la France s'expliquant notamment par la forte productivité de ses salariés.

La vraie raison de notre décrochage de compétitivité vis-à-vis de l'Allemagne vient de la perte de substance de notre industrie, ainsi que de notre retard en matière de financement des PME-ETI, d'innovation et de formation :

- Les Français ont une durée hebdomadaire moyenne du travail supérieure à celle de leurs voisins : 38 heures en France en 2009 contre 35,7 heures en Allemagne. Quant à la durée annuelle du travail, elle est de 1 550 heures en France contre 1 390 heures en Allemagne. Pourquoi l'UMP ne dit-elle jamais, par exemple, que l'Allemagne est le pays dans lequel la durée hebdomadaire de travail dans le secteur de la métallurgie, ave fort de la compétitivité de ce pays, est la plus faible : 35 heures ?

- Le niveau des prélèvements sociaux sur le travail en France n'a pas augmenté depuis plus d'une décennie, contrairement à la rémunération du capital qui, elle, a progressé de 3% à 8% de la valeur ajoutée en 10 ans. Contrairement à ce qu'affirme la droite, le niveau des cotisations sociales n'est donc pas en cause dans la divergence entre France et Allemagne.

- 95% des entreprises allemandes sont des entreprises familiales. Celles-ci entretiennent avec leurs partenaires (salariés, collectivités locales, banques) une relation de long terme qui leur confère une grande capacité de résistance, y compris en période de faible activité. La plupart des PME trouvent leur financement auprès d'une « banque maison » (Hausbank) qui est le plus souvent une Landesbank (banque régionale à capitaux publics) ou une Sparkasse (caisse d'épargne : institution financière locale à laquelle le législateur a confié une mission de service public de développement économique). Ce système de financement partiellement public et régulé des PME leur permet de trouver une stabilité financière favorable à leur développement, alors même qu'elles ont en moyenne moins de capitaux propres que leurs homologues françaises. A l'inverse, la multiplicité des structures concurrentes en France entraîne de la complexité et de la confusion. Sur ce plan, la proposition non détaillée par Sarkozy d'une « banque de l'industrie » – pâle copie de la Banque publique d'investissement portée par F. Hollande – ne peut rattraper un quinquennat de temps perdu.

- Les dépenses publiques et privées de recherche et développement ne représentent que 1,9 % du PIB en France, contre 2,4 % pour l'Allemagne avec un déficit notable pour les dépenses privées. En matière d'innovation, la réussite allemande s'illustre par le nombre de brevets déposés : 280 par an pour un million d'habitants, contre 120 en France.

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

- L'Allemagne aide massivement ses entreprises par des aides directes et indirectes. Elle a également lancé depuis dix ans de vastes programmes technologiques, par exemple dans l'économie verte (énergie, transports, santé, environnement) : l'énergie éolienne est la technologie verte la plus productive de l'autre côté du Rhin, avec une contribution à la production électrique nationale de 7,5%, soit environ cinq points de plus qu'en France. A l'inverse, chez nous, moins de 5 % du budget de l'Etat en 2012 est dédié à l'investissement. Quant à l'effort ponctuel du « Grand emprunt », il est confronté, depuis son lancement, à de très importants retards.

Ce que Sarkozy ne dit pas, c'est que les choix économiques et fiscaux divergents depuis 5 ans entre France et l'Allemagne ont accentué notre décrochage :

- Au cœur de la crise, l'Allemagne a dépensé près de 6 Mds€ pour maintenir 1,5 millions de salariés dans l'emploi par des mesures de chômage partiel ou de formation (contre 600 M€ en France) quand le Gouvernement Sarkozy-Fillon dilapidait environ 4 Mds€ par an à la défiscalisation des heures supplémentaires pour 275 000 salariés. Résultat : avec une baisse du PIB deux fois moins forte, la France a connu une envolée du chômage.

- La politique fiscale menée en France a privé les finances publiques de 75 milliards d'euros entre 2007 et 2012, qui auraient pu être investis dans les piliers de la croissance de demain – économie du savoir, économie verte – adossée à une meilleure maîtrise des déficits publics. Résultat : alors que la France a perdu son triple A, c'est l'Allemagne qui mène la danse dans l'Union.

Deuxième erreur de la droite : la hausse de la TVA en Allemagne n'a pas eu d'effet décisif sur la compétitivité.

- L'Allemagne a commencé à améliorer ses parts de marché dans le commerce intra-européen dès 2000, bien avant que les lois « Hartz » de dérégulation du marché du travail et les hausses de TVA ne soient votées. Les performances allemandes ne tiennent donc pas à sa politique de compression salariale, mais à son positionnement haut de gamme et à l'orientation de son commerce extérieur vers ses voisins européens et les zones en forte croissance des pays émergents.

- La hausse de 3 points de TVA décidée le 1er janvier 2007 par le Gouvernement Merkel était une mesure essentiellement budgétaire. Elle a été affectée pour 2/3 à la réduction du déficit budgétaire et pour 1/3 seulement à une légère baisse des cotisations chômage : l'effet sur la compétitivité et le coût du travail a donc été négligeable.

- S'il y a un enseignement de l'« exemple allemand » en la matière, c'est qu'augmenter les taux de TVA en pleine période de stagnation ne fait qu'ajouter la récession à la récession : la hausse de 3 points de TVA décidée par Berlin s'est immédiatement traduite par une accélération de +0,5 % de l'inflation et par un recul de la consommation des ménages de -0,2 %.

- Transposer cette mesure en France comme le souhaite M. Sarkozy serait économiquement inadapté (c'est la demande intérieure qui tire notre croissance), socialement injuste (en 1995,

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

la précédente hausse de 2 points du taux de TVA par le duo Chirac-Juppé s'était retrouvée à plus de 90% dans la hausse des prix, faisant reculer les dépenses des ménages de près de 1 % en 6 mois) et démocratiquement improvisé (le transfert de près de 15 Mds€ de cotisations patronales sur un impôt payé par tous les Français ne peut se faire par une manœuvre de fin de mandat).

Troisième erreur : l'alignement sur un certain « modèle » allemand, fondé sur une compression salariale et une concurrence commerciale exacerbée avec ses voisins, serait dangereux pour les Français et fatal à l'Europe.

- Une politique dangereuse socialement. Le bilan de la dernière décennie allemande, c'est aussi une forte baisse des salaires dans la valeur ajoutée (-5 points) et une augmentation spectaculaire des inégalités salariales (+20 % entre 2000 et 2010) : la part des 1 % des revenus les plus élevés représente désormais 11 % du total des revenus, soit 3 points de plus qu'en France. En même temps, le boom des activités précaires (temps très partiel, CDD, intérim) et la diminution des prestations sociales (notamment les allocations chômage) ont conduit à une progression de la pauvreté : elle concernait 15,5 % des Allemands en 2009, contre 10 % en 2000.

- Une stratégie commerciale qui conduit l'Europe dans le mur : contrairement à ce que la droite prétend souvent, ce n'est pas avec l'Asie que l'Allemagne réalise ses excédents, mais avec ses voisins européens – France, Italie, Espagne : les 2/3 des exportations allemandes sont réalisées dans l'UE. Or, si tous les pays européens suivent l'Allemagne et décident de peser à leur tour sur leurs salaires, c'est toute la dynamique économique européenne, le soutien à la consommation intérieure et même le modèle social européen, qui risquent d'en être affectés. La stratégie allemande est une stratégie « de niche », qui n'est pas extensible aux autres Etats, sauf à réduire le niveau de vie de l'ensemble des Européens. C'est pourquoi, à moyen terme, le choix allemand affaiblit l'Allemagne elle-même : il ne peut y avoir d'Allemagne riche dans une Europe appauvrie.

3) François Hollande veut s'inspirer du bon modèle allemand, celui qui permet le redressement productif.

Il y a un mauvais et un bon modèle allemand. Le mauvais, celui des réformes libérales, a conduit à une monnaie spectaculaire de la précarité et des inégalités. Le bon modèle a permis à nos voisins de préserver un outil industriel performant et de mettre œuvre des politiques publiques réactives pour limiter les effets de la crise.

En ne retenant que la hausse de la TVA et en défendant, avec Mme Merkel, l'austérité généralisée en Europe, le candidat sortant a clairement fait son choix : le modèle allemand vanté par l'UMP, c'est celui qui ajoute de la crise à la crise.

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

En faisant de la réindustrialisation et de la sauvegarde de l'emploi en France le coeur de son projet, François Hollande a défini une stratégie de redressement. Sur ce chemin, les réussites allemandes serviront d'aiguillon. Concrètement, il propose de :

Créer une force de frappe susceptible d'aider nos entreprises à grandir, à innover et à exporter :

- Une Banque publique d'investissement sous forme de fonds régionaux (BPI) sera créée. Regroupant l'ensemble des outils existants (Caisse des Dépôts, FSI, Oséo, emprunt d'avenir, fonds régionaux de capital investissements...), la BPI pourra – par des prises de participation, des prêts directs, des subventions – financer les projets des PME, mais aussi soutenir nos filières d'avenir, ainsi que la conversion écologique de notre outil productif.

Soutenir les PME et notamment les entreprises innovantes :

- Un livret épargne-industrie sera créé grâce au doublement du plafond du livret de développement durable : la collecte sera entièrement affectée au financement des entreprises, et notamment des entreprises innovantes.
- Pour supprimer l'écart injustifié entre l'imposition des PME et celle des grands groupes, trois taux d'impôts sur les sociétés seront créés : 35% pour les grandes entreprises, 30% pour les entreprises de taille intermédiaires, 15% pour les PME.
- Le Crédit Impôt Recherche sera réorienté vers les PME et les entreprises exposées à la concurrence internationale.
- La France investira dans les nouvelles technologies et l'économie numérique : avec les collectivités locales et les opérateurs, l'Etat organisera la couverture intégrale du pays en très haut débit d'ici dix ans.

Protéger nos entreprises et nos salariés dans la mondialisation :

- F. Hollande propose d'adapter notre système fiscal au degré d'exposition à la concurrence internationale : les financements et les allègements fiscaux seront modulés pour favoriser les entreprises qui investissent sur notre territoire, y localisent leurs activités et sont offensives à l'exportation.
- A travers un contrat de relocalisation, les aides publiques seront ciblées pour les entreprises qui inscrivent leur activité en France et retirées à celles qui délocalisent.

Doter l'Europe d'une ambition industrielle pour investir dans l'économie de la connaissance et les secteurs d'avenir :

- ⤴ En renégociant le traité issu de l'accord du 9 décembre 2011 pour qu'il tienne compte de la croissance et de l'emploi.
- ⤴ En mobilisant la BCE à cet effet et en créant des euro-obligations.
- ⤴ En défendant un budget communautaire 2014-2020 au service des grands projets d'avenir.



VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

- ⋄ En proposant une nouvelle politique commerciale pour faire respecter les normes sociales et environnementales dans les échanges, mais aussi en établissant une contribution climat-énergie aux frontières de l'UE.

Ce que F. Hollande retient de la stratégie allemande, c'est la priorité à la production, au renforcement et au financement des PME, au soutien à la recherche et à l'innovation, à la formation des salariés et à la sécurisation des parcours professionnels. Ce que M. Sarkozy emprunte à l'Allemagne, ce sont les décisions qui aggravent l'austérité et la précarité.